

Bien qu'on ait mis en œuvre les dispositions de cet accord limité, les autres sources de désaccord, plus fondamentales en somme, demeurent tout aussi irréductibles. Si les tensions se sont apaisées, il reste difficile d'espérer une plus grande normalisation des relations.

La crédibilité du président Amin

L'expulsion des Asiatiques, tout comme l'invasion de Tanzanie, a permis au président Amin de retrouver la confiance de son peuple. Il a mis ses projets à exécution malgré l'opposition, mal venue dans les circonstances, de la Grande-Bretagne. La question de savoir si le programme d'expulsion a été ou non approuvé à l'étranger est une autre histoire. Il semble qu'il ne l'a pas été. Sous le rapport de la crédibilité, cependant, l'approbation étrangère n'est pas un facteur essentiel.

L'invasion ayant été repoussée et les Asiatiques expulsés, le président Amin partage maintenant son temps également entre les problèmes du transfert aux Noirs ougandais des entreprises abandonnées par les Asiatiques — seuls les Noirs y ont droit — et l'extension à d'autres secteurs de sa politique «d'africanisation de l'Ouganda». Il n'est pas étonnant que la communauté britannique de l'Ouganda devienne maintenant une cible de choix, de même que les quelque mille missionnaires européens qui sont considérés comme une source éventuelle de subversion. On en

trouvera sans doute d'autres aussi.

Rien ne laisse encore présager l'effondrement économique du pays malgré un taux de chômage urbain très élevé et la pénurie prévue des biens de consommation. Il est encore trop tôt pour évaluer exactement quelles seront les répercussions économiques de l'exode asiatique, mais dans un pays comme l'Ouganda, où l'agriculture prédomine et où les secteurs commercial et industriel sont circonscrits, il est peu probable qu'elles soient aussi fortes que prévues. Les difficultés réelles seront plutôt d'ordre politique et social: conséquences du chômage, pénurie des biens essentiels, inflation et, surtout, absence de tout dirigisme idéologique.

C'est en réalité ce dernier facteur qui a empêché l'expulsion d'avoir des répercussions politiques importantes dans les autres États de l'Afrique noire. Ni le Kenya ni la Tanzanie ne semblent prêts à suivre l'exemple de l'Ouganda — et seul un changement de régime dans ces pays ou le succès évident de l'expérience ougandaise pourrait modifier cette situation. Pour l'instant, les principales répercussions externes de l'expulsion des Asiatiques et de l'extension de la politique «d'indigénisation» qui en découle porteront sur la force économique de la Communauté de l'Afrique orientale et les relations bilatérales — économiques et politiques — de l'Ouganda avec les pays du monde occidental.

Idi Amin raffole d'éloquence populaire et d'une philosophie de caserne qu'il a maîtrisées grâce à son expérience tribale et à sa carrière militaire. Il est, en somme, une créature de la politique villageoise d'Afrique et de l'ambiance belliqueuse de la place d'armes coloniale.

Doué d'une grande énergie, il possède aussi du courage physique. Malgré ses nombreux ennemis, Amin dédaigne sa sécurité personnelle et parcourt les rues en jeep ouvert. Sa journée de tra-

vail est de 14 heures en moyenne, et il voyage plusieurs milliers de kilomètres par semaine pour s'entretenir avec le peuple. Sa popularité parmi les gens ordinaires lui est précieuse et il méprise, en bon paysan, les prétentions de tout autre ordre social...

(Extraits d'un essai sur Amin, rédigé le 12 novembre 1972 par Christopher Munnion, collaborateur du Daily Telegraph de Grande-Bretagne et du New York Times Magazine.)